Les Politiques ont la parole

Comme annoncé dans notre dernier numéro, nous poursuivons notre analyse politique en vue des élections du mois de juin prochain.

Après avoir porté le contenu de notre mémorandum à votre connaissance, nous ouvrons nos colonnes aux témoignages des femmes et hommes politiques qui ont exercé une responsabilité au niveau communautaire.

Parmi eux, deux Ministres : Caroline Désir (PS) en charge de l’enseignement obligatoire, et Pierre-Yves Jeholet (MR), Ministre-Président de la Fédération Wallonie-Bruxelles, en charge également de l’enseignement de Promotion sociale depuis le départ forcé de Valérie Glatigny pour raison de maladie.

Vous lirez également les témoignages de Jean-Philippe Florent (ECOLO), Jean-Pierre Kerckhofs (PTB), Marie-Martine Schyns (LES ENGAGES) et Michaël Vossaert (DEFI). Leur particularité : ils siègent tous en Commission de l’éducation\* du Parlement de la FWB.

A chacun·e, nous avons posé cinq questions leur permettant de dresser un bilan de la législature, mais aussi d’exprimer leurs perspectives et celles de leur Parti.

Au terme de la législature, en matière de politique scolaire, quelles sont vos plus grandes satisfactions ?

Quels sont vos principaux regrets ?

Dans son mémorandum, la CSC-Enseignement évoque ses priorités. Celles-ci concernent entre autres :

* un refinancement pérenne à la hauteur des missions sociétales de l’enseignement ;
* des conditions de travail attractives, soutenables et motivantes ;
* une concertation sociale active tant au niveau communautaire que local, en disposant des moyens nécessaires pour qu’elle soit efficace ;
* une véritable mixité scolaire et la fin du marché scolaire ;
* un refinancement structurel de toutes les filières de l’enseignement supérieur.
* Par rapport à ces différentes priorités, quelles sont pour vous les deux plus importantes ? Pouvez-vous justifier votre choix et donner les raisons pour lesquelles vous ne retenez pas les autres priorités ?

La pénurie va en s’amplifiant. Alors que les jeunes quittent prématurément la carrière, les plus anciens sont à bout de souffle (notamment en raison de la gestion de grands groupes d’élèves et de la surcharge administrative).

Quelles solutions efficaces et respectueuses de tous pourraient-elles être mises en place pour endiguer ce fléau ?

La promotion d’un enseignement citoyen, émancipateur et source de cohésion sociale tout au long du parcours (y compris au niveau de l’alternance et de la Promotion sociale) doit rester une priorité. Partagez-vous cette analyse ? Quels engagements proposez-vous pour le poursuivre cette priorité, voire l’améliorer ?

Je vous invite à prendre connaissance de leurs réponses que nous reproduisons de manière exhaustive. Afin de respecter la neutralité, elles sont classées par ordre alphabétique en fonction du nom du Parlementaire.

Nous ne doutons pas qu’elles permettront de vous éclairer quant au choix que vous devrez poser le 9 juin prochain.

Le prochain CSC-Educ sera consacré à l’analyse de la partie «enseignement» des programmes électoraux des partis démocratiques.

Ce numéro, particulièrement dense, fait aussi écho à la mixité scolaire, à l’avenir des maitres et professeurs de religions et de morale. Il contient également les rubriques habituelles consacrées aux instances de démocratie sociale, aux circulaires récemment publiées ainsi qu’à une série d’évènements qui émailleront notre agenda syndical des prochaines semaines.

Je vous en souhaite une bonne lecture.

Roland Lahaye